HÔPITAL

Hôpital : le Pays de Langres se soulèv

SANTE. Pas moins de 1 200 habitants, médecins, personnels hospitaliers et élus, de Langres et des environs, ont fait entendre leur voix, ce samedi 12 février, pour la défense de l'égalité des soins en Sud-haut-marnais. Le témoignage d'une forte volonté de ne pas laisser dépecer le pôle de santé.

« On se souviendra du 12 février 2022 ! ». Juché sur la statue de Denis Diderot, trônant au centre-ville, Eric Darbot pouvait prendre des accents lyriques. Galvanisé par une foule d'au moins 1 200 personnes — selon les chiffres de la gendarmerie —, le président du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Pays de Langres n'a pas caché sa joie de voir autant de monde répondre à l'appel à mobilisation pour la défense de la santé, ce samedi 12 février. Après un départ vers 14 h 30, place Bel'air, le défilé, soutenu par de nombreux commerçants ayant baissé leur rideau en signe de solidarité, a rejoint la place Diderot pour une session de prises de parole.

Au moins 1 200 personnes ont défilé dans les rues de Langres (vidéo Fabienne Ausserre).

Les Langrois et habitants du Sud-haut-marnais sont, comme leurs représentants, inquiets. Le choix du scénario de la "gradation territoriale de l'offre de soins" interroge quant à la future offre de soins sur le

territoire. « Alors que les réflexions sur la mise en place de l'organisation territoriale ne devraient débuter qu'à partir de la semaine prochaine, nous assistons, depuis plusieurs semaines, à une sorte de sabotage ! Des médecins sont poussés vers la sortie alors que les ressources médicales se font très rares… L'achat du matériel de biologie du laboratoire, accordé grâce aux fonds du Ségur et censés lutter contre l'inégalité territoriale est subitement gelé par la direction. Qui nous informe du transfert programmé court terme du laboratoire de biologie sur le site de Chaumont sans prendre le temps d'une analyse », a lancé le docteur Vincent Escudier, chef du service des urgences.

Un contre-projet sur la table

Prenant ensuite la parole, le Dr François Molli, médecin libéral à Chalindrey, a conté l'histoire de "Mme Pas-de-Chance", victime de nombreux malheurs mais prise en charge par l'étendue et la diversité des services hospitaliers. Mais, « en 2023, il est probable que Mme Pas-de-Chance ne pourra ainsi être soignée car d'autres personnes en auront décidé autrement ! », a-t-il lancé, avant de désigner ceux qu'il tient pour responsables : « Une Agence de santé incapable de maîtriser un déficit chronique, une direction hospitalière irresponsable et incompétente et un préfet de Chaumont ont décidé de faire la peau au pôle de santé langrois, croyant que c'est la solution à leurs problèmes ! Comme d'autres l'ont fait pour la pédiatrie et la maternité, avec le succès que l'on connaît ».

La Lyre de Chalindrey a assuré l'animation musicale de la mobilisation.

Au nom des usagers hospitaliers, Mathieu Thiébaut a, quant à lui, exigé un moratoire : « Nous, usagers de la santé, interpellons les décideurs politiques et administratifs qui ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas, et seront responsables car, si une telle volonté venait à se poursuivre, les pertes de chances conduiront inévitablement à des morts. Cela, nous ne l'acceptons pas et ne l'accepterons jamais ! C'est pourquoi nous

demandons immédiatement la mise en place d'un moratoire sur l'ensemble des décisions prises sans concertation par l'ARS et la direction commune des hôpitaux du Sud-haut-marnais ».

Mathieu Thiébaut a appelé à un moratoire sur les dernières décisions prises.

Enfin, Eric Darbot et Anne Cardinal, entrant dans le concret, ont décliné une série de treize propositions pour le maintien d'une offre de santé conséquente, notamment un service d'urgences et de Smur sept jours sur sept et 24 h sur 24, un plateau technique avec une unité de soins continue, des services de médecine polyvalents et spécialisés, la chirurgie, selon les orientations du groupe Elsan, ou encore un laboratoire et des services de soin de suite et de réadaptation (SSR). Un déroulé unitaire à peine perturbé par le cri d'un manifestant exigeant la revendication du maintien à Langres. « L'important, c'est de nous retrouver autour d'un projet médical. Le lieu d'implantation, on verra plus tard », lui a répondu le président Darbot. Au nom d'une véritable et nouvelle… union sacrée.

Nicolas Corté

-

  - En tête de cortège, élus et médecins ont partagé un mot d'ordre identique et unitaire.
- Sous le regard de Denis Diderot, le Dr François Molli dresse l'encyclopédie des responsables de la

HYPERLINK "https://jhm.fr/?s=Nicolas%20Cort%C3%A9"